

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 8 mars 2021

Le gouvernement s'en prend aux chômeurs : Quoi qu'il en coûte... mais pour qui ?

Covid oblige, le gouvernement avait renoncé à appliquer la réduction des allocations chômage prévue au 1^{er} avril 2020. Mais Élisabeth Borne, la ministre du Travail, a annoncé que la réforme de l'assurance-chômage entrera en vigueur dès le 1^{er} juillet. Pas la partie qui pénaliserait les patrons abusant du travail précaire, repoussée à 2022, autant dire aux calendes grecques en cette année électorale. C'est le montant des allocations qui baisserait.

Le gouvernement contre la précarité ou contre les précaires ?

Le gouvernement prétend que cette réforme servira à lutter contre les chômeurs qui « profitent » du chômage. Comme si c'était un choix d'être au chômage, surtout dans le contexte actuel ! Selon l'Unédic, 840 000 personnes (38 % des allocataires) connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation, de 20 % en moyenne, et cela pourrait aller jusqu'à des montants divisés par deux pour certains. Pour une personne ayant eu deux CDD de trois mois payés au Smic sur les 24 derniers mois, les allocations passeraient de 975 euros à 659 euros. Le salaire journalier de référence utilisé pour calculer les allocations prendra en compte les périodes d'inactivité, alors que, aujourd'hui, seules les périodes salariées sont prises en compte. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seraient les premiers pénalisés.

Une réforme qui n'a rien à voir avec la lutte contre la précarité

Les patrons sont responsables du chômage : en 2020, 360 000 emplois ont été détruits, rien que dans le privé. Le nombre de chômeurs devrait encore augmenter avec la fin des dispositifs de chômage partiel. Même Antoine Foucher, ex-directeur de cabinet de la ministre du Travail et l'un des principaux artisans de la réforme en 2019, reconnaît que ce n'est pas le moment d'appliquer la réforme et que « les demandeurs d'emploi concernés vont avoir un lourd sentiment d'injustice ».

Si le gouvernement voulait réellement combattre la précarité, il s'en prendrait à ceux qui utilisent les subventions publiques pour moderniser leurs installations et licencier. À ceux qui embauchent en CDD à répétition, ou en intérim, au lieu de créer les emplois fixes nécessaires.

Mais le malus prévu dans ce dernier cas sur les cotisations chômage est reporté en 2022 et les activités fortement touchées par la pandémie sont de toute façon sorties du dispositif.

Cette réforme devrait rapporter aux caisses moins d'1,3 milliard d'euros par an. À comparer aux 17,4 milliards de déficit de l'Unédic en 2020 du fait du financement du chômage partiel. Et au total, fin juillet 2020, des 470 milliards mobilisés pour venir en aide aux patrons, auxquels s'est ajouté un plan de relance de 100 milliards en septembre. Alors, pourquoi cette annonce d'une réforme qui ne rapportera qu'une goutte d'eau aux caisses mais va enfoncer un peu plus dans la misère les plus précaires ?

En s'en prenant aux chômeurs, qui seront poussés à accepter des contrats à n'importe quel prix, même mal payés, même avec des conditions de travail déplorables, le gouvernement fait pression à la baisse sur les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs.

Les véritables urgences

La véritable urgence en ce moment, ce serait de renforcer les filets de sécurité pour protéger les travailleurs de la crise.

- Il faudrait déjà **interdire tout licenciement**.
- Ensuite, **personne ne devrait vivre avec moins de 1 500 euros par mois** : c'est le montant minimum que le gouvernement alloue à tous les propriétaires de bars et restaurants. Pourquoi ce qui est bon pour ceux-là ne le serait-il pas pour les travailleurs privés d'emploi ?

Les patrons ont commencé leur offensive en licenciant, le gouvernement la poursuit en réduisant les allocations chômage. Et quoi demain ? La baisse de tous les salaires, la suppression du Smic ?

Est-ce que cette réforme sera la réforme de trop, celle qui nous mettra en colère et les contraindra à cesser leurs attaques ? On ne peut que l'espérer.

Une arnaque contre notre avenir

Cette année on recevra 2 700 € nets de prime (si on a été présent à 100 %, beaucoup auront moins en cas de maladie, congé maternité... rien pour nos collègues intérimaires). Mais seulement 12 € d'augmentation générale. Cette prime on l'a prend car on en a tous besoin mais on n'est pas dupe, PSA se réserve le droit de ne rien donner les années à venir. Et cette prime ne compte pas pour la retraite.

Notre pouvoir d'achat, qui stagne depuis des années, prépare une retraite de misère.

Une exploitation qui valait 2 milliards

Des 2 milliards de profits de PSA (6^e année consécutive de surprofits), les salariés comme d'habitude n'en toucheront qu'une petite partie, le gros ira aux actionnaires. Ces 2 milliards, faits en pleine crise Covid, proviennent de l'exploitation dans les usines (précarité, surcharge, professionnels en poste, mobilité imposée...). En France la direction bloque les salaires, au Maroc elle paie les ouvriers 240 € par mois.

Les menaces de Tavares : fermeture d'une usine anglaise Vauxhall, contre les travailleurs de Fiat jugés trop « coûteux » et la fermeture de PSA Douvrin, la mise en concurrence des sites de Stellantis entre eux indique que la direction a l'intention d'accélérer sa course aux profits... contre tous les salariés.

Encore une preuve que les postes sont intenables

Depuis plusieurs semaines, les postes sont tellement surchargés au Montage que les démissions des intérimaires se multiplient. Après des mois de travail, ils préfèrent partir avant la fin de leur contrat, quitte à perdre leur indemnité de fin de mission, plutôt que de rester se bousiller la santé. Avec ses 2 milliards de profits, PSA a largement les moyens d'embaucher en CDI et d'alléger les postes. La direction ne veut pas ? Eh bien à nous de nous organiser pour la forcer.

Soins palliatifs prescrits par docteur Maboule

Montage MV3, postes des roues, les incidents techniques se multiplient, la maintenance a passé la semaine au chevet de l'installation. Comme nous, après des années de chaîne, la machine n'en peut plus, elle a besoin de souffler ! Vu que nous non plus on ne veut pas finir dans cet état, n'en faisons pas trop, ça sert à rien, c'est à la direction de faire quelque chose : investir dans le matériel et recruter !

Imposer un non ferme aux Ouvrants

Au Ferrage, aux Ouvrants, la direction commence à demander aux Conducteurs d'Installation ou aux PSP (Pilotes de Systèmes de Production) de faire le travail des contrôleurs. Pis quoi encore ! Bosser plus, voler le travail de nos collègues contrôleurs, tout ça pour pas un rond.

Un drôle de numéro

Mais à quoi donc sert ce numéro vert activé en permanence ? La direction devrait activer un numéro rouge pour dire quand le numéro vert est désactivé !

Les difficultés d'approvisionnement ne l'empêchent pas de prévoir samedi et dimanche travaillés en obligatoire. Qu'elle s'occupe déjà de l'organisation de la production en semaine avant de vouloir bousiller nos week-ends.

Diviser les ouvriers pour mieux régner

La direction a annoncé son intention de transférer la production de moteurs de l'usine de PSA Douvrin près de Lille à Opel en Hongrie. Hier Poissy récupérerait la C3 construite à Aulnay, Trnava la 208 faite à Poissy... les patrons mettent en concurrence les sites, demain elle peut décider la mort du site d'Opel en Hongrie pour aller produire moins cher ailleurs. Les responsables du projet de fermeture de PSA Douvrin, ce ne sont pas les Hongrois (ils ont besoin de gagner leur vie comme nous), mais les actionnaires qui condamnent à mort des sites pour faire plus d'argent.

La seule manière d'échapper à ces attaques ça reste la lutte collective, solidaire, et internationale des salariés, en évitant le piège du nationalisme, du repli site par site, secteurs par secteurs.

PSA au service du bluff gouvernemental

Après les respirateurs, la direction de PSA Poissy tient à participer au bluff du gouvernement sur les vaccins. Le gouvernement n'a pas brillé par son efficacité : c'est impossible d'obtenir un rendez-vous. Là PSA propose des vaccins sur le site de Poissy : 10 seulement... juste histoire de se faire de la pub.

Avec une quantité pareille, c'est moins pire de prendre dès maintenant rendez-vous ailleurs...

La « bonne pratique » c'est de baisser la cadence !

Depuis la fusion de PSA avec Fiat, notre belle usine de Poissy est jumelée avec l'usine Maserati près de Turin. C'est sûr, eux, ils vendent des modèles à 75 000 € pour la Ghibli ou à 135 000 € pour la Quattroporte... 72 véhicules par jour pour un site de 1 129 salariés... On ne peut pas comparer ce qui n'est pas comparable, pas besoin de discuter des heures entre directeurs : le secret de la qualité c'est de baisser le nombre de véhicules produits par salariés, de partager le travail en maintenant les salaires.

Ce mardi 9 mars, versez à la collecte L'Étincelle !

Nos diffuseurs sont à la porte de l'usine ce mardi 9/03 pour donner le bulletin et recueillir vos dons aux drapeaux rouges. Si ce bulletin te plaît et que tu veux contribuer à sa parution, n'hésite pas à donner une pièce ou un billet, pour continuer à dénoncer les sales coups des patrons à PSA Poissy et ailleurs !